

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2540

19 septembre 2014

SOMMAIRE

Begonia S.A.	121878	Energy Brands S.à r.l.	121889
C3AY S.A.	121898	EQT BW S.A.	121882
Calimax 1 S.A.	121880	EuroInvest Equity S.A.	121884
Cape North S.A.	121886	EURO MATR	121885
CASO Asset Management S.A.	121874	European Capital Partners Growth Fund	121884
CASO Asset Management S.A.	121874	Florenville Investments S.A.	121876
CAVEM - Centre Audio-visuel de l'Ensei- gnement Musical s.à r.l. POP-MUSIC SCHOOL Jean Roderes	121877	Ganamo S.A.	121883
Centre Le Roi Dagobert S.A.	121875	G-BUILD S.à.r.l. & Cie	121876
C.I.I. Luxembourg, Sàrl	121875	Globality S.A.	121876
CIP Luxembourg S.A.	121880	Golden Golf Finance S.A.	121876
Copal	121881	Gourmet Trade S.A.	121877
Copesa S.A.	121875	Grant Thornton Lux Audit S.A.	121883
Corouan S.A.	121874	Green Grafton S.à r.l.	121886
Cotonil Investments S.à r.l.	121874	Hannover Leasing Investment S.A.	121877
Dadco Holding (Luxembourg) S.A.	121881	HayFin Ruby II S.à r.l.	121883
Dallas Investments S.A.	121884	Horefi S.à r.l.	121885
Danske Bank International S.A.	121881	House and House S.A.	121885
Decker, Lammar & Associés Architecture et Urbanisme	121882	IAB Financing II S. à r. l.	121878
Den Mobilen Handwierker s.à r.l.	121919	ICR Ingénieurs Conseils Réunis S.A.	121879
DePatron Consultancy S.à r.l.	121881	IFA Holding II S.à r.l.	121920
Dewitte & Partners S.A.	121880	IFC S.A.	121920
DI SA	121885	Infra-Invest	121878
Drossian S.à r.l.	121882	Intesa Sanpaolo Immobilière S.A.	121884
DSTI Luxembourg S.à r.l.	121881	Intesa Sanpaolo Real Estate S.A.	121879
Duse S.à r.l.	121874	Ippocrate Luxembourg S. à r.l.	121879
Dusseldorf Arcaden Luxco	121883	Iron Mountain Global Luxembourg S.à r.l.	121885
Dynasty SICAV S.A.	121903	Laudamar S.A.	121875
Eclogan S.A.	121882	L&V Investments S.à r.l.	121879
Eggborough HoldCo 2 S.à r.l.	121882	SBRE Capmark Holdco	121878
Endurance Energies Investments S.à r.l.	121883	TKS Holding S.à r.l.	121880

Corouan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 164.227.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102028/9.

(140123442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Duse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.300.000,00.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 122.059.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014102047/10.

(140123699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Cotonil Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 149.543.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COTONIL INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014102029/11.

(140123360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

CASO Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 148.258.

Das Verwaltungsreglement des Allianz PIMCO Laufzeitfonds Extra 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg.

CASO Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014101995/12.

(140123321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

CASO Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 148.258.

Das Verwaltungsreglement des Allianz LJ Risk Control Fund AUD FCP-FIS wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg.

CASO Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014101994/12.

(140123320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Centre Le Roi Dagobert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6735 Grevenmacher, 2A, rue Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 60.023.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102008/9.

(140123590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

C.I.I. Luxembourg, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 85.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 15 juillet 2014.

C.I.I. Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014101942/11.

(140123212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Copesa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 52.971.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014102025/12.

(140123512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Laudamar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 101.354.

Société constituée le 11 juin 2004 par Me Henri Hellinckx, acte publié au Mémorial C n° 844 du 17 août 2004.

Les statuts furent modifiés par Me Martine Schaeffer le 20 juin 2007, deux actes publiés au Mémorial C n° 2600 (14.11.2007) et n° 2664 (21.11.2007).

EXTRAIT

Il résulte d'une Assemblée Générale ordinaire tenue le 25 juin 2014 que:

Le mandat de chacun des trois administrateurs Messieurs Jean Wagener, Marc Chatel, et la société Keylex Services (U.K.) Ltd représentée par Monsieur Patrick Weber est reconduit pour une nouvelle période de une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2014.

Le mandat de Président du Conseil d'Administration, Monsieur Jean Wagener, est également reconduit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2014.

Le mandat du Commissaire aux comptes, la société Compagnie Européenne de Révision Sàrl, domiciliée au 15, rue des Carrefours, L-8124 Bridel est reconduit jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2014.

Pour extrait

Jean WAGENER

Le Mandataire

Référence de publication: 2014104195/22.

(140124532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

G-BUILD S.à.r.l. & Cie, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 77.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103159/9.

(140121919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Globality S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 134.471.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103164/10.

(140121419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Florenville Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 67.031.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FLORENVILLE INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014103149/11.

(140121687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Golden Golf Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.836.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle de la société prise en date du 27 mai 2014

L'assemblée générale annuelle a décidé de renouveler les mandats suivants jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en relation avec l'approbation des comptes annuels de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014:

1. Mr. Jonas AF Jochnick, président et administrateur, né le 14 août 1937 à Stockholm, Suède et demeurant professionnellement au 11, Styrmansgatan, 11454 Stockholm, Suède;

2. Mr. Frederik Stenmo, administrateur, né le 18 février 1971 à Lund, Suède et demeurant professionnellement au 27, rue de l'Espiniat, 1380 Lasne, Belgique;

3. Mr. Jose Carlos Ferreira Pinto Coelho administrateur, né le 30 mai 1947 à Lisbonne, Portugal et demeurant professionnellement au rua dos Coelhos, 250, na Quinta da Marinha, 2750-715 Cascais, Portugal;

4. Mr. Nicolas Nils Eric Boissonnas, administrateur, né le 20 octobre 1947 à Boulogne-Billancourt, France et demeurant professionnellement au 51, rue de Varenne, 75007 Paris, France;

5. Mr. Laurent Boissonnas, administrateur, né le 3 mars 1972 à Paris, France et demeurant professionnellement au 51, rue de Varenne, 75007 Paris, France;

6. La société KPMG Luxembourg S. à r. l., réviseur d'entreprises agréé, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103166/24.

(140122059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Gourmet Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, Z.I. de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 50.780.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Fiduciaire WBM
Experts comptables et fiscaux
Signature

Référence de publication: 2014103206/13.

(140121886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

CAVEM - Centre Audio-visuel de l'Enseignement Musical s.à r.l. POP-MUSIC SCHOOL Jean Roderes, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 10, rue des Trévières.
R.C.S. Luxembourg B 20.845.

Il résulte de cessions de parts sociales intervenues le 21 juillet 2014 que le capital est désormais détenu comme suit:
- Monsieur WAGENER René, demeurant à L-7220 HELMSANGE, 132 route de Diekirch, propriétaire de 460 parts sociales de la société CAVEM Sàrl (soit 92 % du capital).

- M. MARX Andreas Matthias, demeurant à D- 54296 Trier, 8, Anheierstrasse, propriétaire de 40 parts sociales de la société CAVEM Sàrl (soit 8 % du capital).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
M. MARX Andreas Matthias
Gérant

Référence de publication: 2014107430/17.

(140128341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Hannover Leasing Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 170.827.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Hannover Leasing Investment S.A. die am 27. Juni 2014 in Munsbach stattfand:

1. Die Generalversammlung beschließt, die folgenden Personen bis zur nächsten Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der Hannover Leasing Investment S.A. für das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr abstimmt, wieder bzw. endgültig zum Verwaltungsrat zu ernennen:

Herr Andreas Ahlmann (Verwaltungsratsmitglied);
Herr Frank Rybka (Verwaltungsratsmitglied);
Herr Christoph Kraiker (Verwaltungsratsmitglied).

2. Die Ordentliche Generalversammlung beschließt, den Wirtschaftsprüfer, Ernst & Young S.A., wieder zum Wirtschaftsprüfer der Hannover Leasing Investment S.A. bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung, die über den Jahresabschluss der Hannover Leasing Investment S.A. für das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr abstimmt, zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 14.07.2014.

Für Hannover Leasing Investment S.A
Die Domizilstelle:
Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A.

Référence de publication: 2014103215/24.

(140122411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Infra-Invest, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.102.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 135.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102214/10.

(140123765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

IAB Financing II S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102227/10.

(140123608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

SBRE Capmark Holdco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 116.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SBRE Capmark Holdco

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014102573/13.

(140122747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Begonia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 140.642.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 12 juin 2014

1) L'assemblée générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Luc DOURSON, né le 5 décembre 1969 à Sarreguemines (France), demeurant 73, Route de Luxembourg à L-8140 Bridei arrive à échéance. L'assemblée générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de l'administrateur susmentionné pour une durée de 6 ans. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020, statuant sur les comptes clos au 31.12.2019.

2) L'assemblée générale des actionnaires constate que le mandat de commissaire aux comptes de la société COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A., établie au 44, rue Pasteur à L-4276 Esch-sur-Alzette, et immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B131.410 arrive à échéance. L'assemblée générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de la société susmentionnée pour une durée de 6 ans. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2020, statuant sur les comptes clos au 31.12.2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014107384/21.

(140128494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

ICR Ingénieurs Conseils Réunis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3813 Schifflange, 33-39, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 50.858.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Marco Santolini
Gérant

Référence de publication: 2014102232/12.

(140123628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Ippocrate Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.129.475,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.959.

EXTRAIT

L'adresse professionnelle de Monsieur Michael Tsoulies, gérant de Catégorie B de la Société, est désormais fixée à:
5^{ème} étage, 95 Wigmore Street, Londres W1U 1DL, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102224/13.

(140123614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Intesa Sanpaolo Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 62.762.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le Vendredi 11 Juillet 2014, il a été décidé de nommer
comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Monsieur Paul Helminger, résidant à 55 rue Michel Rodange, L-2430
Luxembourg, son mandat ayant comme échéance l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Intesa Sanpaolo Real Estate S.A.
Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2014102223/14.

(140122691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

L&V Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 8, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 149.657.

EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire du 03 décembre 2012, a approuvé la résolution suivante:

En date du 3 décembre 2012, Nordica Life (Bermuda) Ltd ayant son siège social au 16, Burnaby Street, Hamilton HNM
JX, Bermudes, a transféré la totalité de ses parts sociales, soit 20 parts à Lisa NELEN, domiciliée à mimersvägen 1, SE-131
46 Nacka, Suède et 20 parts à Victor NELEN, domicilié à mimersvägen 1, SE-131 46 Nacka, Suède.

Luxembourg, le 10 juin 2014.

Pour extrait conforme
Natacha Hainaux

Référence de publication: 2014102291/15.

(140122671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

CIP Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 110.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102015/9.

(140122859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Calimax 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 178.198.

Les comptes annuels pour la période du 17 juin 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101944/11.

(140123823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Dewitte & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1453 Luxembourg, 20, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 183.716.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014102041/12.

(140123653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

TKS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 166.377.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 26 juin 2014

1. Mme Marie-Jeanne RASQUI a démissionné de son mandat de gérante.
2. M. Gérard BIRCHEN a démissionné de son mandat de gérant.
3. M. Oliver THOMAS, administrateur de sociétés, né à Geilenkirchen (Allemagne), le 25 mai 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.
4. M. Mark GORHOLT, administrateur de sociétés, né à Trèves (Allemagne), le 26 novembre 1980, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.
5. Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de Monsieur Frank PLETSCHE, gérant, se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour TKS Holding S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014103596/22.

(140121903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Copal, Société Anonyme.

Siège social: L-6735 Grevenmacher, 2A, rue Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 7.132.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102023/9.

(140123601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Dadco Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 99.022.

Le Bilan arrêté au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014102050/10.

(140123035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Danske Bank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 14.101.

La liste des fondés de pouvoir (A) et (B) de la banque a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102053/10.

(140122629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

DePatron Consultancy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 153.050.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014102042/12.

(140123449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

DSTI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.374.800,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 103.490.

Par résolutions signées en date du 11 juin 2014, l'associé unique a décidé de nommer Douglas W. Fleming, avec adresse au 333, West 11th street, 64105 Kansas City, Missouri, Etats-Unis, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102061/13.

(140123688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Decker, Lammar & Associés Architecture et Urbanisme, Société Anonyme.

Siège social: L-2221 Luxembourg, 287, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 112.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014102055/10.

(140123700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Eggborough HoldCo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 152.042.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Vera Sarkanova.

Référence de publication: 2014102066/10.

(140122946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Eclogan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 139.253.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ECLOGAN S.A.

Référence de publication: 2014102085/11.

(140123383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

EQT BW S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 182.675.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 6 janvier 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 6 février 2014.

Référence de publication: 2014102100/11.

(140122672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Drossian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue Jean-Pierre Beicht.

R.C.S. Luxembourg B 150.801.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AKELYS EUROPEAN SCORE

20, rue Jean-Pierre Beicht L-1226 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014102045/12.

(140123619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Ganamo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 42-44, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 101.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014102162/10.

(140123159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Endurance Energies Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 147.527.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014102073/10.

(140123636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Grant Thornton Lux Audit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89A, Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 43.298.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

Référence de publication: 2014102182/11.

(140122741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

HayFin Ruby II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 178.667.

Les comptes annuels pour la période du 5 juillet 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés
au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102190/11.

(140123247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Dusseldorf Arcaden Luxco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 109.069.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juillet 2014.

Jean-Jacques Josset

Manager

Référence de publication: 2014102049/12.

(140123366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Dallas Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.921.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014102052/12.

(140123425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

EuroInvest Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 3, rue Alexandre Fleming.

R.C.S. Luxembourg B 94.082.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Par mandat

Lucy DUPONG

Liquidateur

Référence de publication: 2014102076/13.

(140123712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Intesa Sanpaolo Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 55.753.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le Vendredi 11 Juillet 2014, il a été décidé de nommer comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Monsieur Paul Helminger, résidant à 55 rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Intesa Sanpaolo Immobilière S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2014102222/14.

(140122666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

European Capital Partners Growth Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 167.126.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 18 juin 2014 que le mandat de DELOITTE Audit, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société a été renouvelé et ce, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes clos au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102078/15.

(140122846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

EURO MATR, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.249.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014102104/10.

(140123338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Horefi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 89.469.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014102204/10.

(140122821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Iron Mountain Global Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.100,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 172.346.

Les comptes annuels pour la période du 29 octobre 2012 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102226/11.

(140123527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

House and House S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 131.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
HOUSE AND HOUSE S.A.

Référence de publication: 2014102207/11.

(140123396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

DI SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 135.830.

Die Generalversammlung der Aktionäre hat entschieden, die Mandate der Vorstandsmitglieder bis zur Hauptversammlung im Jahre 2017 zu verlängern.

Weiterhin hat die Generalversammlung der Aktionäre entschieden, das Mandat von Herrn Frederick Schiwiek als administrateur-delegate bis zur Hauptversammlung im Jahre 2017 zu verlängern.

Luxembourg, den 03.07.2014.

Référence de publication: 2014102058/12.

(140123434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Cape North S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 146.128.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 11 juillet 2014:

Résolution 1.

La nomination de Nationwide Management S.A., ayant son siège social au 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, n° RCS B99746, a été confirmée, pour une durée déterminée, comme Administrateur-Délégué, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Résolution 2.

La nomination de Monsieur Yves Meert, avec adresse au 58, rue Saint Martin, B-6860 Léglise, a été confirmée, pour une durée déterminée, comme Administrateur-Délégué, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Pour Cape North S.A.

Référence de publication: 2014103862/17.

(140124678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Green Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 146.378.

—
In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the sole partner of "Green Grafton S.à r.l." (hereafter referred to as the "Company"), a "Société à responsabilité limitée", established at 22, Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 146 378, incorporated by deed of Maître Joseph Elvinger, notary, on the 18 of May 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 22 June 2009, number 1209.

There appeared

PWREF I Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 22, Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B 132 917 (the "Sole Partner"),

hereby represented by Regis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg on 27 June 2014.

Which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Partner has declared and requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Sole Partner holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the present Extraordinary General Meeting is the following:

Agenda

1. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation),
 2. Appointment of Green Grafton Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 22, Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg, registered with the Trade and Company Register of Luxembourg under the number B 150 286, as liquidator (the "Liquidator");
 3. Approval of the accounting situation of the Company for the financial period from 1st January 2014 to 30 June 2014;
 4. Discharge of the managers of the Company for the accomplishment of their respective mandates;
 5. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company; and
 6. Miscellaneous.
- III. The Sole Partner passes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Partner resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (voluntary liquidation).

Second resolution:

The Sole Partner resolves to appoint Green Grafton Management S.à r.l. as liquidator (the "Liquidator").

Third resolution:

The Sole Partner resolves to approve the accounting situation of the Company for the financial period from 1st January 2014 to 30 June 2014 showing a balance sheet of EUR 36,861.45 and a total loss (brought-forward results included) of EUR 3,653.55.

Fourth resolution:

The Sole Partner decides to grant full and total discharge to the board of managers for the accomplishment of their respective mandates until today.

Fifth resolution:

The Sole Partner resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the amended Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915 (the "Law").

The Sole Partner further resolves that the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Partner. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Sole Partner further resolves to empower and authorise the Liquidator, acting individually under its sole signature on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver and perform under any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Sole Partner further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds, if any, to the Sole Partner of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed this original deed with us, the notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente juin.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'associé unique de la société à responsabilité limitée "Green Grafton S.à r.l." (la "Société"), ayant son siège social au 22, Grand Rue, 3^{ème} étage, L-1660 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 146 378, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Joseph Elvinger en date du 18 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 22 juin 2009 sous le numéro 1209.

A comparu

PWREF I Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 22, Grand Rue, 3^{ème} étage, L-1660 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132 917 (l'"Associé Unique"),

Ici représenté par Regis Galiotto, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 27 juin 2014.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales du capital de la Société;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire);
2. Nomination de Green Grafton Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 22, Grand Rue, 3^{ème} étage, L-1660 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150 286, en tant que liquidateur (le "Liquidateur");
3. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de la Société pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014;
4. Décharge aux gérants de la Société pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs;
5. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société; et
6. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide de nommer Green Grafton Management S.à r.l., en tant que liquidateur (le "Liquidateur").

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'approuver le bilan et le compte des profits et pertes de la Société pour la période s'écoulant du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014. La balance totalise un montant de EUR 36,861.45 et la perte totale (incluant les résultats reportés) s'élève à EUR 3,653.55.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide d'accorder pleine et entière décharge aux administrateurs/gérants pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution:

L'Associé Unique décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

L'Associé Unique décide en outre que le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs, pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

L'Associé Unique décide en outre de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, agissant individuellement par sa seule signature au nom de la Société en liquidation, à exécuter, délivrer et réaliser tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et la disposition de ses actifs.

L'Associé Unique décide également de conférer à et d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion et le cas échéant, à verser des avances sur le solde de liquidation à l'Associé Unique de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du comparant le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande du comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 juillet 2014. Relation: LAC/2014/31542. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104041/135.

(140124341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Energy Brands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 188.631.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the second of July.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mr. Carlo CLOET, a Belgian citizen, born on 15 April 1966 in Diksmuide (Belgium), residing at Denemetstraat 1, 8020 Waardamme, Belgium,

and

Mrs. Isabel Marguerite Mauricette CONSTANDT, a Belgian citizen, born on 28 January 1971 in Roeselare (Belgium), residing at Denemetstraat 1, 8020 Waardamme, Belgium,

(the "Shareholders")

Here represented by Mr. Regis Galiotto, notary clerk, residing professionally in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

by virtue of proxies given under private seal, dated 5 June 2014;

The proxies signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, acting in the above stated capacity, have requested the above notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which the prenamed parties hereby declare to form among themselves as follows:

Art. 1. Form. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), by article 1832 of the Civil Code and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company is initially composed of two shareholders, owners of all the shares.

The Company may however at any time be composed of up to and including forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of investments in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such investments.

The Company may provide financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as the provision of financing in any kind or form, where necessary.

The Company may also use its funds to invest in real estate and, provided such investment is ancillary to or related to the acquisition, holding, administration, development and management of the undertaking forming part of the group of the Company, the Company may invest in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or similar debt instruments. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorization.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which it may deem useful in the accomplishment and development of its corporate object.

Art. 3. Name. The name of the Company is "ENERGY BRANDS S.à r.l."

Art. 4. Duration. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred within that municipality by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles of Incorporation.

The sole manager or, as the case may be, the Board, as defined under Article 12, may also establish branches and subsidiaries, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the sole manager or, as the case may be, the Board should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the sole manager or, as the case may be, the Board of the Company.

Art. 6. Capital. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) divided into one hundred (100) shares in registered form, with a nominal value of one hundred twenty-five Euros (EUR 125.-) each which are fully paid-up.

Art. 7. Amendment to the share capital. The share capital may at any time be amended by a decision of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles of Incorporation.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises all powers which are granted by the 1915 Law and the Articles of Incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the shareholders or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible insofar as the Company is concerned.

Co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. If the Company is composed of a sole shareholder, said sole shareholder may transfer freely its shares.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may only be transferred to non shareholders with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital by application of the requirements of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Art. 11. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy or insolvency or any other similar event affecting one or more shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 12. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a decision of the shareholder(s), which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period.

The managers may be re-elected.

The managers may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time by a resolution of the shareholders.

If several managers are appointed, they shall constitute a board of managers (the "Board").

All powers not expressly reserved to the shareholders by the laws or the Articles of Incorporation fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

Any manager may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Any manager may be represented at meetings of the Board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote, it being understood that at least two managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice.

No notice is required if all the managers are present or represented and each of them states in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication, having full knowledge of the agenda of the meeting. Notices will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

The Board can only act or deliberate validly if a majority of the managers are present or represented.

Decisions of the Board are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation) provided that, if the sole shareholder or, as the case may be, the shareholders has/have appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), at least one class A manager and one class B manager vote in favor of the resolution.

Board resolutions shall be recorded in minutes signed by all the managers present or represented.

The Board may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 13. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 14. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles of Incorporation and the laws.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound by the sole signature of the sole manager, and in the case of a Board by the joint signature of any two managers, provided however that in the event shareholders have appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager.

In any event, the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager or, as the case may be, the Board.

Art. 16. General meetings of shareholders. Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders, except when the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25) in which case, resolutions of the shareholders may be adopted in writing.

Art. 17. Decisions of the shareholders. The shareholders may be convened to general meetings by the Board. The Board must convene a general meeting following a request from the shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

Written notice of any general meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

General meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the general meeting, it may be held without prior notice.

A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any general meeting.

Resolutions to be adopted at general meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first general meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second general meeting and the resolutions shall be adopted at the second general meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

The Articles of Incorporation may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

Written shareholders' resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

When the number of shareholders is reduced to one (1): (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the 1915 Law to the general meeting, (ii) any reference in the Articles of Incorporation to the shareholders, the general meeting, or the written shareholders' resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate, and (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 18. Financial year. The financial year begins on the first day of January of each year and ends on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 19. Annual accounts. At the end of each financial year, the Company's annual accounts are established by the sole manager or, as the case may be, the Board and the sole manager or, as the case may be, the Board prepares a general inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder or his attorney-in-fact carrying a written proxy may obtain at the Company's registered office communication of the said inventory and balance sheet.

Art. 20. Auditors. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires), unless the laws requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditors are subject to re-appointment at the annual general meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 21. Allocation of profits. The credit balance of the Company stated in the annual inventory, after deduction of overhead, depreciation and provisions represents the net profit of the financial year.

Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital.

The remaining profit is allocated by resolution of the shareholders.

Notwithstanding the preceding provisions, the sole manager or, as the case may be, the Board may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles of Incorporation. The Board must draw the interim accounts and resolve to distribute the interim dividends within two (2) months of the date of the interim accounts, and, taking into account the assets of the Company, ensure that the rights of the Company's creditors are not threatened by the distribution of such interim dividends.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

Art. 22. Dissolution, liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

The liquidation of the Company shall be decided by the sole shareholder or by shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried on by one or several liquidators who may, but need not be shareholders, appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, who shall determine their powers and their compensation.

Art. 23. Matters not provided. All matters not specifically governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed capital (EUR)	Number of shares	Amount paid-in (EUR)
Mr. Carlo CLOET prenamed;	6,250.-	50	6,250.-
Mrs. Isabel Marguerite Mauricette CONSTANDT prenamed;	6,250.-	50	6,250.-
Total:	12,500.-	100	12,500.-

All the shares have been fully subscribed and totally paid up by the above named shareholders so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the Company.

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the 1915 Law, have been observed.

Transitory provision

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2014.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately one thousand five hundred Euros (1,500.- EUR).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation, the Shareholders representing the entire share capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to set at two (2) the number of managers and further resolved to appoint the following persons as managers for an unlimited duration, with the powers set forth in Article 12 of the Articles of Incorporation:

- Mr. Carlo CLOET, a Belgian citizen, born on 15 April 1966 in Diksmuide (Belgium), residing at Denemetstraat 1, 8020 Waardamme, Belgium,

- Mr. Christophe LAGUERRE, a Belgian citizen, born on 26 May 1964 in Saint-Mard (Belgium), residing at 115, rue du Kiem, L-8030 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The Shareholders resolved that the registered office of the Company shall be at 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Declaration

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxy holder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with the notary this original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le deux juillet.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

Monsieur Carlo CLOET, de nationalité belge, né le 15 avril 1966 à Diksmuide (Belgique), demeurant à Denemetstraat 1, 8020 Waardamme, Belgique,

et

Madame Isabel Marguerite Mauricette CONSTANDT, de nationalité belge, née le 28 janvier 1971 à Roeselare (Belgique), demeurant à Denemetstraat 1, 8020 Waardamme, Belgique,

(les «Associés»).

ici représentés par Monsieur Regis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

en vertu de procurations données sous seing privé, datées du 5 juin 2014.

Les procurations, signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour enregistrement.

Les parties comparantes, agissant comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée que les parties mentionnées ci-dessus déclarent constituer entre elles comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est établi par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'article 1832 du Code Civil ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement deux associés, propriétaires de la totalité des parts sociales.

La Société peut cependant, à toute époque être composée au maximum de quarante (40) associés, notamment à la suite de cession de parts sociales ou d'émission de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, y compris du financement sous quelque forme en cas de besoin.

La Société peut également utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier et, à condition qu'un tel investissement soit accessoire ou connexe à l'acquisition, la détention, l'administration, le développement et la gestion d'une société qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société, la Société peut investir dans des droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. Dénomination. La Société prend la dénomination de "ENERGY BRANDS S.à r.l.".

Art. 4. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré au sein de cette commune par une résolution du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil, comme défini à l'Article 12, peut aussi établir des succursales et des filiales aussi bien au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance de la Société.

Art. 6. Capital. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales sous forme nominatives d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100.-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social peut à tout moment être modifié, moyennant une résolution des associés selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres parts sociales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société est composée d'un associé unique, ce dernier exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi de 1915 et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Les créanciers ou ayants-droit des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Associé Unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Un registre des associés doit être conservé au siège social et peut être consulté par tout associé sur demande.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou non.

Art. 10. Cession de parts sociales. Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts sociales.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, par application des prescriptions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Une cession de parts sociales peut seulement lier la Société ou les tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

Art. 11. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire d'un ou plusieurs associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont élus et révoqués par une décision des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée.

Les gérants peuvent être réélus.

Les gérants peuvent être révoqués avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment par une résolution des associés.

Si plusieurs gérants sont élus, ils doivent former un conseil de Gérance (le «Conseil»).

Tous les pouvoirs non expressément réservés aux associés par la loi ou les Statuts sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités par à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne.

Tout gérant peut être représenté à des réunions du Conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un Gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du Conseil doit être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence doivent être mentionnées dans la convocation.

La convocation n'est pas nécessaire si tous les gérants sont présents ou représentés et chacun d'eux déclare par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire avoir pleine connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Une convocation ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le Conseil.

L'associé unique ou le cas échéant l'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Le Conseil ne peut agir ou délibérer valablement que si une majorité des gérants sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y inclus par voie de représentation), étant entendu que, si l'associé unique ou, le cas échéant les associés a/ont nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la résolution.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil doivent être signés par tous les gérants présents ou représentés.

Le Conseil peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment signés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

Art. 13. Événements affectant les gérants. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un Gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Les gérants ne doivent pas être tenus personnellement responsables, à raison de leur fonction, concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la loi.

Art. 15. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique, et en cas d'un Conseil, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu cependant que si les associés ont nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués soit par le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil.

Art. 16. Assemblée générale des associés. Les résolutions des associés doivent être adoptées en assemblée générale des associés, sauf lorsque le nombre d'associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25) associés, auquel cas les résolutions des associés peuvent être prises par écrit.

Art. 17. Décisions des associés. Les associés peuvent être convoqués aux assemblées générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une assemblée générale à la demande des associés représentant plus d'un dixième du capital social.

Une convocation écrite à toute assemblée générale doit être donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation.

Lorsque des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil doit communiquer le texte des résolutions à tous les associés. Les associés doivent voter par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

Les assemblées générales doivent être tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, l'assemblée peut se tenir sans convocation préalable.

Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être associé), afin de le représenter à toute assemblée générale.

Les décisions de l'assemblée générale doivent être adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée générale, les associés doivent être convoqués par lettre recommandée à une seconde assemblée générale et les décisions doivent être adoptées par l'assemblée générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société doit exiger le consentement unanime des associés.

Les résolutions écrites des associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant et doivent porter la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Lorsque le nombre des associés est réduit à un (1): (i) l'associé unique doit exercer tous les pouvoirs conférés par la Loi de 1915 à l'assemblée générale, (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'assemblée générale ou aux résolutions circulaires des associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier, et (iii) les résolutions de l'associé unique doivent être consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Art. 18. Année sociale. L'exercice social commence le premier jour de janvier de chaque année et finit le trente et unième jour du mois de décembre de la même année.

Art. 19. Comptes annuels. À la fin de chaque exercice social, les comptes annuels de la Société sont établis par le gérant unique ou, le cas échéant, par le Conseil et le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil dresse un inventaire général comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite peut prendre connaissance desdits inventaires et bilans au siège social de la Société.

Art. 20. Commissaires / réviseurs d'entreprises. Dans les cas prévus par la loi, les opérations de la Société doivent être contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les associés doivent nommer les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Si le nombre des associés de la Société est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société doivent être surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs

d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination à l'assemblée générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 21. Répartition des bénéfices. Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice social.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donneront les associés.

Nonobstant les dispositions précédentes, le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil peut décider de payer aux associés des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi de 1915 ou des Statuts. Le Conseil devra établir des comptes intérimaires et décider de la distribution d'acomptes sur dividendes dans les deux (2) mois de la date des comptes intérimaires et, en tenant comptes des actifs de la Société, s'assurer que les droits des créanciers de la Société ne soient pas menacés par la distribution de ces acomptes sur dividendes.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

Art. 22. Dissolution, liquidation. La Société ne doit pas être dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un des associés.

La liquidation de la Société doit être décidée par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés selon le cas par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 23. Disposition générale. Toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents Statuts seraient régies conformément à la Loi de 1915.

Souscription et Paiement

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, ont souscrit au nombre de parts sociales et ont libéré en numéraire les montants ci-après énoncés:

Associés	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
Monsieur Carlo CLOET prénommé;	6.250,-	50	6.250,-
Madame Isabel Marguerite Mauricette CONSTANDT prénommé;	6.250,-	50	6.250,-
Total:	12.500,-	100	12.500,-

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la libre disposition de la Société.

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi de 1915, ont été respectées.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Evaluations des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à mille cinq cents Euros (1.500.-EUR).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution, les Associés représentant l'entière du capital social de la Société ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de fixer à deux (2) le nombre de gérants et de nommer les personnes suivantes en tant que gérants pour une période indéterminée, avec les pouvoirs prévus à l'article 12 des Statuts:

- Monsieur Carlo CLOET, de nationalité belge, né le 15 avril 1966 à Diksmuide (Belgique), demeurant à Denemetstraat 1, 8020 Waardamme, Belgique,

- Monsieur Christophe LAGUERRE, de nationalité belge, né le 26 mai 1964 à Saint-Mard (Belgique), demeurant à 115, rue du Kiem, L-8030 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'établir le siège social de la Société au 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête du mandataire comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite par le mandataire des parties comparantes, connu par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32075. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102095/505.

(140122669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

C3AY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 188.646.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juin,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU

Monsieur Claude GUIARD, retraité, né le 7 avril 1945 à Paris, France, et demeurant à 95, avenue de la Libération, L-3850 Schifflange, Luxembourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts (ci-après, les Statuts) d'une société anonyme qu'il déclare constituer et qu'il a arrêtés comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de «C3AY S.A.» (ci-après, la Société).

La Société peut avoir un Actionnaire Unique (l'Actionnaire Unique) ou plusieurs actionnaires (les Actionnaires). La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil d'Administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un Administrateur Unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après.

Art. 4. Objet Social. La Société a pour objet social:

(i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit, et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères;

(ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, apport, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds

étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs;

(iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus);

(iv) et, le cas échéant, le conseil, l'assistance, et plus généralement toute prestations de services, sous toutes formes, à toutes personnes physiques ou morales, et en particulier à destination de ses filiales, en matière, notamment, de gestion, de direction d'entreprises, d'organisation, de développement, de stratégie et ingénierie financière et d'investissement ainsi que de recherche et développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à un type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et d'actions, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, accorder des avances et tous concours à ses filiales, à des sociétés affiliées, à toute autre société ou tierces personnes, à tout actionnaire.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés à ses filiales, à des sociétés affiliées, à toute autre société ou tierces personnes, à tout actionnaire afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées, de toute autre société ou tierces personnes, de tout actionnaire rentrant dans le cadre du présent objet social de la société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut acquérir, louer, exploiter et céder, directement ou indirectement, des immeubles situés au Luxembourg et à l'étranger.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes autres opérations de nature commerciale, industrielle et financière qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à trente-trois mille euros (EUR 33.000) représenté par trente-trois mille (33.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'Actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) Actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Réunions de l'assemblée des Actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un Actionnaire Unique, ce dernier aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un Actionnaire Unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Actionnaires, toute Assemblée Générale de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le dernier jeudi du mois d'avril à 11.30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque Actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, une autre personne comme mandataire.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les Actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les noms, prénom adresse et signature des Actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'Actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 10. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un Actionnaire Unique.

Tant que la Société n'a qu'un Actionnaire Unique, la Société peut être administrée par un Administrateur Unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'Actionnaire Unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un Actionnaire, la Société est gérée par un conseil d'administration composé d'un minimum de trois (3) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires et peuvent être de catégorie A ou B.

L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les Actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique

conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseil d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration, sous réserve que dans l'hypothèse où des administrateurs de catégorie A et des administrateurs de catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés et ne sont valablement prises que si au moins un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B ont voté en faveur de telles décisions en cas d'administrateurs de catégorie A et B. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité des voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président de la réunion n'aura pas de voix prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 11. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président, ou bien par un membre du Conseil d'Administration qui préside une telle assemblée. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur les Sociétés de 1915. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, Actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, Actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du Conseil d'Administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B s'il y en a, ou la signature individuelle de l'Administrateur Unique si la Société est administrée par un seul administrateur ou par la signature individuelle de la personne à laquelle a été délégué la gestion journalière de la Société, dans les limites de la gestion journalière, ou par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société

auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire(s). La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration de la Société et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 20. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

La première Assemblée Générale annuelle sera tenue en 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant, Monsieur Claude GUIARD prénommé, déclare souscrire les trente-trois mille (33.000) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes les trente-trois mille (33.000) actions sont libérées à concurrence de trente-trois mille euros (EUR 33.000,-) par l'Actionnaire Unique par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente-trois mille euros (EUR 33.000) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500.-).

Résolutions de l'associé unique

Le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).

2. La personne suivante est nommée en tant qu'administrateur unique de la Société:

Monsieur Claude GUIARD, retraité, né le 7 avril 1945 à Paris, France, et demeurant 95, avenue de la Libération, L-3850 Schifflange, Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée annuelle statutaire de l'année 2015.

3. La société anonyme «THE CLOVER», avec siège social à L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.293, est nommée commissaire.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée annuelle statutaire de l'année 2015.

4. Le siège social de la Société est fixé à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude de notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. GUIARD et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2014. LAC / 2014 / 29572. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Releveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102034/285.

(140123341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Dynasty SICAV S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 188.656.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, one the twenty-fourth day of June.

Before the undersigned, Maître Carlo WERSANDT, notary residing Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

1. DYNASTY AM S.A., whose registered office is situated at 15, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Dr. Pierre Alexandre DELAGARDELLE, professionally residing in 23, route d'Arlon, L-8008 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

which initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

2. Mr Philippe HALB, domiciled at 39, boulevard du Général Patton, L-2613 Luxembourg,

here represented by Dr. Pierre Alexandre DELAGARDELLE, professionally residing in 23, route d'Arlon, L-8008 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

which initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as said above, have requested the notary to state the following Articles of Incorporation of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - undertaking for collective investment in transferable securities (organisme de placement collectif en valeurs mobilières) which they declare to be incorporated between themselves:

I. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "DYNASTY SICAV S.A." (hereinafter referred to as the «Company»).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The sole object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities or other permitted assets pursuant to Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 on collective investment undertakings, as amended from time to time (loi relative aux organismes de placement collectif) (the "Law of 2010"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

3.2. The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of the Law of 2010 as amended from time to time on undertakings for collective investment.

Art. 4. Registered office.

4.1. The registered office of the Company is established in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

4.2. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles of Incorporation.

4.3. In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

II. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the various sub-funds of the Company, as defined in Article 12 hereof.

5.2. The initial share capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (31.000,- EUR) fully paid-up and represented by three thousand one hundred (3.100) shares with no par value, as defined in Article 8 hereof.

5.3. The capital of the Company must reach one million two hundred and fifty thousand euro (1.250.000,- EUR) within the first six (6) months following its approval by the regulator.

Art. 6. Variations in share capital.

6.1. The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

Art. 7. Sub-funds.

7.1. The board of directors of the Company may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a sub-fund, a «compartment» within the meaning the Law of 2010 as amended from time to time on undertakings for collective investment.

7.2. The board of directors shall attribute specific investment objectives and policies and a denomination to each sub-fund.

Art. 8. Classes of shares.

8.1. The board of directors of the Company may, at any time, issue different classes of shares within one or more sub-funds. These classes of shares may differ in, inter alia, their charging structure, dividend policy or type of target investors.

8.2. Different classes of shares shall differ in their characteristics as more fully described in the current version of the prospectus of the Company.

Art. 9. Form of the shares.

9.1. The Company shall issue shares of each sub-fund and each class of shares in registered form.

9.2. Shares are issued in uncertificated form with a confirmation statement, unless a share certificate is specifically requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of certificated shares must return their share certificates, duly renounced, to the Company before conversion or redemption instructions may be effected.

9.3. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such share register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the class of each such share, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The share register is

conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof.

9.4. The transfer of a registered share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

9.5. Any owner of registered shares has to indicate to the Company an address to be maintained in the share register. All notices and announcements of the Company given to owners of registered shares shall be validly made at such address. Any shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the share register. In case no address has been indicated by an owner of registered shares, the Company is entitled to deem that the necessary address of the shareholder is at the registered office of the Company.

9.6. The shares are issued, and share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the current prospectus.

9.7. The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

Art. 10. Loss or destruction of share certificates.

10.1. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate shall become null and void.

10.2. Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company, at its discretion, may charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 11. Limitation to the ownership of shares.

11.1. The Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (such persons, firms, partnerships or corporate bodies to be determined by the board of directors).

11.2. For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

11.2.1. decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears that such registration or transfer would or may eventually result in the beneficial ownership of said share by a person who is precluded from holding shares in the Company;

11.2.2. where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder; or

11.2.3. where it appears to the Company that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Company which would render the Company subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders.

11.3. In such cases enumerated at 11.2.1. to 11.2.3. (inclusive) hereabove, the following proceedings shall be applicable:

11.3.1. The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the «redemption notice») upon the holders of shares subject to compulsory repurchase; the redemption notice shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his address as indicated in the share register. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate, if issued, representing shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice, the share register shall be amended accordingly and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Company.

11.3.2. The price at which the shares specified in any redemption notice shall be purchased (hereinafter referred to as the «redemption price») shall be an amount equal to the net asset value per share of the class and the sub-fund to which the shares belong, determined in accordance with Article 12 hereof, as at the date of the redemption notice.

11.3.3. Subject to all applicable laws and regulations, payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the shares are denominated, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate, if issued, representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the redemption price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid.

11.3.4. The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 11 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

11.4. The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

11.5. Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any «US person», meaning a citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction.

III. Net asset value, Issue and repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 12. Net asset value.

12.1. The net asset value per share of each class of shares in each sub-fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice per month, as the board of directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the «Valuation Day») on the basis of the last available prices in Luxembourg. If such day falls on a (legal or bank) holiday in Luxembourg, then the valuation day shall be the first succeeding full bank business day in Luxembourg.

12.2. The net asset value per share is expressed in the reference currency of each sub-fund and, for each class of shares for all sub-funds, is determined by dividing the value of the total assets of each sub-fund properly allocable to such class of shares less the value of the total liabilities of such sub-fund properly allocable to such class of shares by the total number of shares of such class outstanding on any valuation day.

12.3. If after the calculation of the net asset value in Luxembourg, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular sub-fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All requests for subscription or redemption received to be executed on the first valuation will be executed on the second valuation.

12.4. Upon the creation of a new sub-fund, the total net assets allocated to each class of shares of such sub-fund shall be determined by multiplying the number of shares of a class issued in the sub-fund by the applicable purchase price per share. The amount of such total net assets shall be subsequently adjusted when shares of such class are issued or repurchased according to the amount received or paid as the case may be.

12.5. The valuation of the net asset value per share of the different classes of shares shall be made in the following manner:

The Company's assets shall include:

1. any cash in hand or on deposit including any outstanding interest, that has not yet been received and any interest accrued on these deposits up until the Valuation Day;
2. all bills and promissory notes payable at sight as well as all accounts receivable (including proceeds from the disposal of securities for which the price has not yet been paid);
3. all transferable securities, money market instruments, units, shares, debt securities, option or subscription rights and other investments owned by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (i) below with regard to fluctuations in the market value if securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);
4. all dividends and distributions receivable by the Company in cash or securities to the extent that the Company is aware thereof;
5. all outstanding interest that has not yet been received and all interest accrued up until the valuation day on securities or other interest bearing assets owned by the Company, unless such interest is included in the principal of the securities;
6. the liquidating value of all futures, forward, call or put options contracts the Company has an open position in;
7. all swap contracts entered into by the Company; and
8. any other assets whatsoever, including prepaid expenses.

The value of these assets will be determined as follows:

- the value of any cash on hand or on deposit;

- bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest declared or accrued and not yet received, all of which are deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- securities and money market instruments listed on a recognised stock exchange or dealt on any other regulated market that operates regularly, is recognised and is open to the public, will be valued at their last available closing price on the principal market on which such securities are traded;

- in the event that the last available closing price does not, in the opinion of the Board of Directors, truly reflect the fair market value of the relevant securities and money market instruments, the value of such securities will be defined by the Board of Directors based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;

- securities and money market instruments not listed or traded on a stock exchange or not dealt on another regulated market will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the Board of Directors;

- the liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable;

- the value of swaps shall be determined by applying a recognised and transparent valuation method on a regular basis; and

- all other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

Any assets held in a particular Sub-Fund not expressed in the Reference Currency in which the shares of such Sub-Fund are denominated will be translated into the Reference Currency at the rate of exchange prevailing in a recognised market at 5.00 pm in Luxembourg on the relevant Valuation Day - 1.

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

1. all loans, bills and accounts payable; and
2. all accrued or payable administrative expenses (including the All-inclusive Fees and any other third party fees);
3. all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
4. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors; and
5. all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which shall comprise the All-inclusive Fees, fees payable to its directors (including all reasonable out-of-pocket expenses), investment advisors (if any), accountants, the administrative agent, corporate agents, domiciliary agents, paying agents, registrars, transfer agents, permanent representatives in places of registration, distributors, trustees, fiduciaries, correspondent banks and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, costs of any proposed listings and of maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of prospectuses, addenda, explanatory memoranda, registration statements, annual reports and semi-annual reports, all taxes levied on the assets and the income of the Company (in particular, the "taxe d'abonnement" and any stamp duties payable), registration fees and other expenses payable to governmental and supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs, costs of extraordinary measures carried out in the interests of Shareholders (in particular, but not limited to, arranging expert opinions and dealing with legal proceedings) and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, custody fee and customary transaction fees and charges charged by the Depositary Bank or its agents (including free payments and receipts and any reasonable out-of-pocket expenses, i.e. stamp taxes, registration costs, scrip fees, special transportation costs, etc.), customary brokerage fees and commissions charged by banks and brokers for securities transactions and similar transactions, interest and postage, telephone, facsimile and telex charges. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various Sub-Funds.

Art. 13. Issue, redemption and conversion of shares.

13.1. The board of directors is authorised to issue further fully paid-up shares of each class and of each sub-fund at any time at a price based on the net asset value per share for each class of shares and for each sub-fund determined in

accordance with Article 12 hereof, as of such valuation day as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable front-end charges, if any, as approved from time to time by the board of directors. Payment for shares must be received by the custodian in the reference currency of the relevant sub-fund no later than six bank business days in Luxembourg following the applicable valuation day.

13.2. The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new shares.

13.3. The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the relevant investment policy and restrictions and the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company («réviseur d'entreprises agréé»). The Company shall bear all costs relating to such contribution in kind.

13.4. All new share subscriptions shall be entirely paid in, and the shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

13.5. If the directors determine that it would be detrimental to the existing shareholders of the Company to accept a subscription for shares of any sub-fund that represents more than 10% of the net assets of such sub-fund, then they may postpone the acceptance of such subscription and, in agreement with the incoming shareholder, may require him to stagger his proposed subscription over an agreed period of time.

13.6. The Company may reject any subscription in whole or in part, and the directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class in any one or more sub-funds.

13.7. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms and conditions set forth by the board of directors in the prospectus and within the limits as provided in this Article 13. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed three business days from the relevant valuation day, as it is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company. The redemption price shall be equal to the net asset value per share relative to the class and to the sub-fund to which it belongs, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, decreased by charges and commissions, if any, at the rate provided in the prospectus. Any such request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Company for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares, if issued. The relevant redemption price may be rounded down to the nearest cent (0.01) of the relevant reference currency.

13.8. The Company shall ensure that at all times each sub-fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of shares.

13.9. If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by a shareholder in any class of shares would fall below such value as determined by the board of directors and as described in the prospectus, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

13.10. Further, if at any given date redemption requests pursuant to this Article 13 and conversion requests exceed 10% of the net assets of any one sub-fund, such requests may be subject to additional procedures as set forth in the prospectus. On the next relevant valuation day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

13.11. The Company will have the right, if the board of directors so determines and with the consent of the shareholder concerned, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in kind by allocating to such shareholder investments from the pool of assets set up in connection with such classes of shares equal in value (calculated in a manner as described in Article 12 hereof) as of the valuation day on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant class of shares, and the valuation used may be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

13.12. Shares redeemed by the Company shall be cancelled in the books of the Company.

13.13. Any shareholder is entitled within a given class to request the conversion of all or part of his shares, provided that the board of directors may:

13.13.1. set terms and conditions as to the right for and frequency of conversion of shares between sub-funds; and

13.13.2. subject conversions to the payment of such charges and commissions as it 13.14. If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value of the shares held by a shareholder in any class of shares would fall below such value as determined by the board of directors and provided for in the prospectus, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

13.15. Such a conversion shall be effected on the basis of the net asset value of the relevant shares of the different sub-funds, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof. The relevant number of shares may be rounded down to the nearest cent (0.01) of the relevant reference currency.

13.16. The shares which have been converted into another sub-fund will be cancelled.

13.17. The requests for subscription, redemption and conversion shall be received at the location designated to and for this effect by the board of directors as provided for in the prospectus.

Art. 14. Temporary suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, the redemption and the conversion of shares

14.1. The Company may suspend the calculation of the net asset value of one or more sub-funds and the issue, redemption and conversion of any classes of shares in the following circumstances:

14.1.1. during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund quoted thereon;

14.1.2. during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

14.1.3. during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

14.1.4. during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

14.1.5. when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or 14.1.6. upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of winding-up the Company.

14.2. The suspension of the calculation of the net asset value of any particular Sub-Fund, Class shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per Share or on the issue, redemption and conversion of Shares of any Class and/or Sub-Fund that is not suspended.

14.3. Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value per Share.

14.4. An information notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be sent to all the Shareholders of the Company. If required by any applicable laws in the country(ies) in which the Company is available to the public, the Company will publish notice of the suspension of the determination of the Net Asset Value per Share, in at least one daily newspaper in such country(ies).

14.5. The Luxembourg regulatory authority, and the relevant authorities of any member states of the European Union in which Shares of the Company are marketed, will be informed of any such suspension. Notice will likewise be given to any subscriber or Shareholder as the case may be applying for subscription, conversion or redemption of Shares in the Sub-Fund(s) concerned.

IV. General shareholders' meetings

Art. 15. General provisions.

15.1. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 16. Article Annual general shareholders' meeting.

16.1. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the last Wednesday of the month of March (unless such date falls on a legal bank holiday, in which case on the next Luxembourg Business Day) at 15:00 (Luxembourg time).

16.2. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

16.3. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. General meetings of shareholders of classes of shares.

17.1. The shareholders of the class of shares issued in respect of any sub-fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares in such sub-fund. In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares. The general provisions set out in these articles of incorporation, as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915, as amended from time to time, on commercial companies, shall apply to such meetings.

Art. 18. Functioning of shareholders' meetings.

18.1. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

18.2. Each share, regardless of the class and of the sub-fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission. Fractions of shares are not entitled to a vote.

18.3. Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present and voting.

18.4. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

18.5. Further, the shareholders of each class and of each sub-fund separately will deliberate and vote (subject to the conditions of quorum and majority voting as provided by law) on the following items:

18.5.1. affectation of the net profits of their sub-fund and class; and

18.5.2. resolutions affecting the rights of the shareholders of one class or of one sub-fund vis-à-vis of the other classes and/or sub-funds.

Art. 19. Notice to the general shareholders' meetings.

19.1. Shareholders shall meet upon call by the board of directors. To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of directors may decide.

V. Management of the Company**Art. 20. Management.**

20.1. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not to be shareholders of the Company.

Art. 21. Duration of the functions of the directors, renewal of the board of directors.

21.1. The directors shall be elected by the general shareholders' meeting for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualified, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

21.2. In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of shareholders.

Art. 22. Committee of the board of directors.

22.1. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

Art. 23. Meetings and deliberations of the board of directors.

23.1. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

23.2. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of shareholders and in the case no director is present, any other person may be appointed as chairman.

23.3. The board of directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

23.4. Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least three days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram,

telex or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

23.5. Any director may act at any meetings of the board of directors by appointing, in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission, another director as his proxy. One director may replace several other directors.

23.6. Any director who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

23.7. Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

23.8. The board of directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall have the casting vote.

23.9. Resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and similar means. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

23.10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board.

Art. 24. Minutes.

24.1. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presides at such meeting.

24.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 25. Engagement of the Company vis-à-vis third persons.

25.1. The Company shall be engaged by the signature of two members of the board of directors or by the individual signature of any duly authorised director or officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors from time to time.

Art. 26. Powers of the board of directors.

26.1. The board of directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification.

Art. 27. Interest.

27.1. No contract or other transaction which the Company and any other corporation or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company are interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

27.2. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

27.3. In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

27.4. The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any position, relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company, their subsidiaries and associated companies or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 28. Indemnification of the directors.

28.1. The Company shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 29. Allowances to the board of directors.

29.1. The general meeting of shareholders may allow the members of the board of directors, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as directors' remuneration, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the board of directors among themselves.

29.2. Furthermore, the members of the board of directors may be reimbursed for any expenses incurred on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

29.3. The remuneration of the chairman or the secretary of the board of directors as well as those of the general manager(s) and officers shall be fixed by the board.

Art. 30. Advisor, portfolio managers, custodian and other contractual parties.

30.1. The Company may enter into an investment advisory/management agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolio, as well as enter into portfolio management agreements with one or more portfolio managers.

30.2. In addition, the Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative, corporate and domiciliary agent to fulfil the role of «administration centrale» of the Company.

30.3. The Company shall enter into a custody agreement with a bank (hereinafter referred to as the «Custodian») which shall satisfy the requirements of the Law of 2010 as amended from time to time on undertakings for collective investment. All transferable securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

30.4. In the event of the Custodian desiring to retire the board of directors shall use their best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian and the board of directors shall appoint such bank as Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

Art. 31. Investment Policies and Restrictions.

31.1. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment objectives and policies to be applied in respect of each sub-fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific classes of shares within particular sub-funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations in Luxembourg.

31.2. Investment Restrictions applying to the investments of the Company, as well as to the investments of each of the Sub-Funds are detailed in Appendix A of the Prospectus of the Company. In particular, the directors have decided that the following restrictions will apply to the investments of the Company, as well as to the investments of each of the Sub-Funds:

Company may invest in:

I. (1) The Company may invest in:

a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market within the meaning of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on markets in financial instruments;

b) Transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another market which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public in Argentina, Australia, Brazil, Canada, Chili, Egypt, Hong Kong, India, Indonesia, Jersey, Japan, Malaysia, Mexico, Norway, People's Republic of China, the Russian Federation, Singapore, South Africa, the United Arab Emirates, South Korea, Switzerland, Thailand, Turkey and the United States of America;

d) Recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market, as defined in sections a), b) and c) above, and such admission is secured within one year of the issue;

e) units of UCITS and/or other UCIs, whether situated in an EU Member State or not, provided that:

- such other UCIs have been authorised under the laws of any Member State of the EU or under the laws of those countries which can provide that they are subject to supervision considered by the CSSF to be equivalent to that laid down in European Community Law and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, as amended;

- the business of such other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10 % of the assets of the UCITS or of the other UCIs, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of other UCITS or other UCIs.

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a country which is an OECD member state and a FATF State;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments covered by this section (I) (1), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objective;

- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the Luxembourg supervisory authority;

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

and/or

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, if the issue or the issuer of such instruments are themselves regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that such instruments are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or by a central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non- EU Member State or, in case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more EU Member States belong,

or

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets, or

- issued or guaranteed by a credit institution which has its registered office in a country which is an OECD member state and a FATF State, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euro (Euro 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

I. (2) In addition, the Company may invest a maximum of 10% of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities and money market instruments other than those referred to under (1) above.

II. The Company may hold ancillary liquid assets.

III. a) (i) The Company will invest no more than 10% of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued by the same issuing body.

(ii) The Company may not invest more than 20% of the net assets of any Sub-fund in deposits made with the same body. The risk exposure of a Sub-Fund to a counter-party in an OTC derivative transaction may not exceed 10% of its net assets when the counter-party is a credit institution referred to in I. d) above or 5% of its net assets in other cases.

b) Moreover, where the Company holds, on behalf of a Sub-Fund, investments in transferable securities and money market instruments of issuing bodies which individually exceed 5% of the net assets of such Sub-Fund, the total of all such investments must not account for more than 40% of the total net assets of such Sub-Fund.

This limitation does not apply to deposits and OTC derivative transactions made with financial institutions subject to prudential supervision.

Notwithstanding the individual limits laid down in paragraph a), the Company may not combine for each Sub-Fund:

- investments in transferable securities or money market instruments issued by a single body;

- deposits made with the same body; and/or;

- exposure arising from OTC derivative transactions undertaken with the same body

in excess of 20% of its net assets.

c) The limit of 10% laid down in sub-paragraph a) (i) above is increased to a maximum of 35% in respect of transferable securities or money market instruments which are issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, or by a non-EU Member State or by public international bodies of which one or more EU Member States are members.

d) The limit of 10% laid down in sub-paragraph a) (i) is increased to 25% for certain bonds when they are issued by a credit institution which has its registered office in a Member State of the EU and is subject by law, to special public supervision designed to protect bondholders. In particular, sums deriving from the issue of these bonds must be invested in conformity with the law in assets which, during the whole period of validity of the bonds, are capable of covering claims

attaching to the bonds and which, in case of bankruptcy of the issuer, would be used on a priority basis for the repayment of principal and payment of the accrued interest.

If a Sub-Fund invests more than 5% of its net assets in the bonds referred to in this sub-paragraph and issued by one issuer, the total value of such investments may not exceed 80% of the net assets of the Sub-Fund.

e) The transferable securities and money market instruments referred to in paragraphs c) and d) shall not be included in the calculation of the limit of 40% in paragraph b).

The limits set out in paragraphs a), b), c) and d) may not be aggregated and, accordingly, investments in transferable securities or money market instruments issued by the same issuing body, in deposits or in derivative instruments effected with the same issuing body may not, in any event, exceed a total of 35% of any Sub-Fund's net assets;

Companies which are part of the same group for the purposes of the establishment of consolidated accounts, as defined in accordance with directive 83/349/EEC or in accordance with recognised international accounting rules, are regarded as a single body for the purpose of calculating the limits contained in this paragraph III).

The Company may cumulatively invest up to 20% of the net assets of a Sub-Fund in transferable securities and money market instruments within the same group.

f) Notwithstanding the above provisions, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the EU, by its local authorities or agencies, or by another member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States of the EU are members, provided that such Sub-Fund must hold securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30% of the net assets of such Sub-Fund.

III. a) Without prejudice to the limits laid down in paragraph V., the limits provided in paragraph III are raised to a maximum of 20% for investments in shares and/or bonds issued by the same issuing body if the aim of the investment policy of a Sub-Fund is to replicate the composition of a certain stock or bond index which is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers, is published in an appropriate manner and disclosed in the relevant Sub-Fund's investment policy.

b) The limit laid down in paragraph a) is raised to 35% where this proves to be justified by exceptional market conditions, in particular on regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

IV. a) The Company may not acquire shares carrying voting rights which should enable it to exercise significant influence over the management of an issuing body.

b) The Company may acquire no more than:

- 10% of the non-voting shares of the same issuer;
- 10% of the debt securities of the same issuer;
- 10% of the money market instruments of the same issuer.

c) These limits under second and third indents may be disregarded at the time of acquisition, if at that time the gross amount of debt securities or of the money market instruments or the net amount of the instruments in issue cannot be calculated.

d) The provisions of paragraph V. shall not be applicable to transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the EU or its local authorities or by a non-EU Member State, or issued by public international bodies of which one or more Member States of the EU are members.

e) These provisions are also waived as regards shares held by the Company in the capital of a company incorporated in a non-Member State of the EU which invests its assets mainly in the securities of issuing bodies having their registered office in that State, where under the legislation of that State, such a holding represents the only way in which the Company can invest in the securities of issuing bodies of that State provided that the investment policy of the Company from the non-Member State of the EU complies with the limits laid down in paragraph III., V. and VI. a), b), and c).

V. a) The Company may acquire units of the UCITS and/or other UCIs referred to in paragraph I) (1) c), provided that no more than 10% of a Sub-Fund's net assets be invested in the units of UCITS or other UCIs or in one single such UCITS or other UCI.

b) The underlying investments held by the UCITS or other UCIs in which the Company invests do not have to be considered for the purpose of the investment restrictions set forth under III. above.

c) When a Sub-Fund invests in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the same investment manager or by any other company with which the investment manager is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding regarded as more than 10% of the voting rights or share capital, no subscription or redemption or management fees may be charged to the Company on the account of its investment in the units of such other UCITS and/or UCIs.

If any Sub-Fund's investments in UCITS and other UCIs constitute a substantial proportion of that Sub-Fund's assets, the total management fee (excluding any performance fee, if any) charged both to such Sub-Fund itself and the UCITS and/or other UCIs concerned shall not exceed 5% of the relevant assets. The Company will indicate in its annual report

the total management fees charged both to the relevant Sub-Fund and to the UCITS and other UCIs in which such Sub-Fund has invested during the relevant period.

e) The Company may acquire no more than 25% of the units of the same UCITS or other UCI. This limit may be disregarded at the time of acquisition if at that time the gross amount of the units in issue cannot be calculated. In case of a UCITS or other UCI with multiple compartments, this restriction is applicable by reference to all units issued by the UCITS or other UCI concerned, all compartments combined.

VI. The Company shall ensure for each Sub-Fund that the global exposure relating to derivative instruments does not exceed the net assets of the relevant Sub-Fund.

The exposure is calculated taking into account the current value of the underlying assets, the counter-party risk, foreseeable market movements and the time available to liquidate the positions. This shall also apply to the following subparagraphs.

If the Company invests in financial derivative instruments, the exposure to the underlying assets may not exceed in aggregate the investment limits laid down in paragraph III above. When the Company invests in index-based financial derivative instruments, these investments do not have to be combined to the limits laid down in paragraph III.

When a transferable security or money market instrument embeds a derivative, the latter must be taken into account when complying with the requirements of this paragraph.

VII. a) The Company may not borrow for the account of any Sub-Fund amounts in excess of 10% of the net assets of that Sub-Fund, any such borrowings to be from banks and to be effected only on a temporary basis, provided that the Company may acquire foreign currencies by means of back to back loans. Borrowed funds may not be used for investment purposes;

b) The Company may not grant loans to or act as guarantor on behalf of third parties.

This restriction shall not prevent the Company from (i) acquiring transferable securities, money market instruments or other financial instruments referred to in I. (1) c), e) and f) which are not fully paid, and (ii) performing permitted securities lending activities, that shall not be deemed to constitute the making of a loan.

c) The Company may not carry out uncovered sales of transferable securities, money market instruments or other financial instruments.

d) The Company may not acquire movable or immovable property.

e) The Company may not acquire either precious metals or certificates representing them.

VIII. a) The Company needs not comply with the limits laid down under I. to VIII. above when exercising subscription rights attaching to transferable securities or money market instruments which form part of its assets. While ensuring observance of the principle of risk spreading, recently created funds may derogate from paragraphs III., IV. and VI. a), b) and c) for a period of six months following the date of their creation.

b) If the limits referred to in paragraph a) are exceeded for reasons beyond the control of the Company or as a result of the exercise of subscription rights, it must adopt as a priority objective for its sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interest of its shareholders.

c) To the extent that an issuer is a legal entity with multiple compartments where the assets of the compartment are exclusively reserved to the investors in such compartment and to those creditors whose claim has arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment, each compartment is to be considered as a separate issuer for the purpose of the application of the risk spreading rules set out in paragraphs III., IV. and VI. IX The Company may not use its assets to underwrite or sub-underwrite any securities, except to the extent that, in connection with the sale of portfolio securities, it may be deemed to be an underwriter under applicable securities laws.

X. Sub-Fund investments:

Each Sub-Fund may subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other Sub-Funds, if:

(i) The target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and

(ii) No more than 10% of the assets of the target Sub-Fund whose acquisition is contemplated may, pursuant to its respective sales prospectus or the present articles of incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCITs or other collective investment undertakings; and

(iii) Voting rights, if any attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and

(iv) In any event, for as long as these securities are held by the relevant Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the UCI Law; and

(v) There is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target Sub-Fund, and this target Sub-Fund.

VI. Auditor

Art. 32. Auditor.

32.1. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an auditor who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to respectability and professional experience and who shall perform the duties foreseen by the Law of 2010. The auditors shall be elected by the general meeting of shareholders.

VII. Annual accounts

Art. 33. Accounting year.

33.1. The accounting year of the Company shall begin on 1st January each year and shall terminate on 31st December of the same year.

Art. 34. Profit balance.

34.1. At the annual general meeting of shareholders, the shareholders of each class of each sub-fund shall determine, at the proposal of the board of directors, whether, and if so the amount thereof, dividends are to be distributed to the shareholders of the Company, within the limits prescribed by the Law of 2010.

34.2. In each sub-fund, interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law and subject to the decision of the board of directors, be paid out on shares.

34.3. Dividends which are not claimed within a period of five years starting from their payment date will become statute-barred for their beneficiaries and will revert to the relevant sub-fund.

VIII. Dissolution and Liquidation

Art. 35. Dissolution of the Company.

35.1. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined in Article 18 hereof.

35.2. Whenever the capital falls below two thirds of the minimum capital as provided by the Law of 2010, the board of directors has to submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of shareholders. The general meeting for which no quorum shall be required shall decide on simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

35.3. The question of the dissolution of the Company shall also be referred to the general meeting of shareholders whenever the capital falls below one quarter of the minimum capital as provided by the Luxembourg law dated 17 December 2010 as amended from time to time on undertakings for collective investment in such event the general meeting shall be held without quorum requirements and the dissolution may be decided by the shareholders holding one quarter of the votes present or represented at that meeting.

35.4. The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

35.5. The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general shareholders' meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

35.6. One or more liquidators shall be appointed by the general meeting of shareholders to realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the shareholders.

35.7. The proceeds of the liquidation of each sub-fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse des Consignations in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Art. 36. Termination, division and amalgamation of sub-funds.

36.1. The directors may decide at any moment the termination, division and/or amalgamation of any sub-fund. In the case of termination of a sub-fund, the directors may offer to the shareholders of such sub-fund the conversion of their class of shares into classes of shares of another sub-fund, under terms fixed by the directors.

36.2. In the event that for any reason the value of the net assets in any sub-fund or of any class of shares within a sub-fund has decreased to an amount determined by the directors from time to time to be the minimum level for such sub-fund or such class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the sub-fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that sub-fund, or as a matter of economic rationalisation, the directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant classes issued in such sub-fund at the net asset value per share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the valuation day at which such decision shall take effect.

36.3. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class of shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Registered shareholders will be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between, the shareholders of the Company, the shareholders of the sub-fund concerned may continue to

request redemption or conversion of their shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

36.4. Notwithstanding the powers conferred on the board of directors by the preceding paragraph hereof, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any sub-fund may, upon proposal of the board of directors, redeem all the shares of the relevant classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the valuation day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders that shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented.

36.5. Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of the persons entitled thereto, immediately after the closure of the liquidation.

36.6. All redeemed shares will be cancelled in the books of the Company.

36.7. Under the same circumstances as provided in the second paragraph of this Article 36, the board of directors may decide to allocate the assets of any sub-fund to those of another existing sub-fund within the Company or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of Part I of the 2010 Law or to another sub-fund within such undertakings for collective investment (hereinafter referred to as the «new sub-fund») and to re-designate the classes of shares concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described hereinabove (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares free of charge during such period.

36.8. Under the same circumstances provided for under this Article 36 the board of directors may decide to reorganise a sub-fund or class by means of a division into two or more sub-funds or classes. Such decision will be published in the same manner as described hereinabove (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new sub-funds or classes) one month before the date on which the division becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares free of charge during such period.

36.9. Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, an amalgamation or division of sub-funds within the Company may be decided upon by a general meeting of shareholders of the classes of shares in the sub-fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide, upon such amalgamation or division, by resolution taken by simple majority of those present or represented.

36.10. A contribution of the assets and of the liabilities distributable of any sub-fund to another undertaking for collective investment referred to hereinbefore or to another sub-fund within such undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the classes of shares issued in the sub-fund concerned taken with fifty percent (50%) quorum requirement of the shares in issue and adopted at two thirds majority of the shares present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type («fonds commun de placement») or a foreign based undertaking for collective undertakings, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 37. Investments in shares issued by one or more other sub-funds of the Company.

37.1. The sub-funds may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more sub-funds subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:

37.1.1. the target sub-fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this target sub-fund; and

37.1.2. no more than 10% of the assets of the target sub-fund whose acquisition is contemplated may, pursuant to its Articles of Incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCIs; and

37.1.3. voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned; and

37.1.4. in any event, for as long as these securities are held by the relevant sub-fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the sub-fund for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

37.1.5. there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the sub-fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund."

Art. 38. Liquidation.

38.1. In case of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

38.2. The net product of the liquidation of each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholders of each sub-fund in proportion to the number of shares which they hold in that sub-fund. The amounts not claimed by the shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg. If these

amounts were not claimed before the end of a period of thirty years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 39. Expenses borne by the Company.

39.1. The formation expenses will be paid by the Company and will be amortised over a five-year period in equal instalments.

Art. 40. The Company bears all its running costs as foreseen in Article 12 hereof. Amendment of the articles of incorporation.

40.1. These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

40.2. Any amendment of the terms and conditions of the Company which has as an effect of decreasing the rights or guarantees of the shareholders or which imposes on them additional costs, shall only come into force after a period of three months starting at the date of the approval of the amendment by the general shareholders' meeting. During these three months, the shareholders may continue to request the redemption of their shares under the conditions in force before the relevant amendment.

Art. 41. General provisions.

41.1. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915, as amended from time to time, on commercial companies, the 2010 Law.

Transitory dispositions

1. The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 2014.
2. The first annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company on the 29 of the month of March 2015 at 15:00.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Name of shareholders	Subscribed capital	Paid-in capital	Number of shares
DYNASTY AM S.A., previously named	30,000.00 EUR	30,000.00 EUR	3,000
Mr. Philippe HALB, previously named	<u>1,000.00 EUR</u>	<u>1,000.00 EUR</u>	<u>100</u>
Total:	31,000.00 EUR	31,000.00 EUR	3,100

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the amount of thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) as was certified to the notary executing this deed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges as a result of its incorporation, which shall be borne by the Company are estimated at approximately two thousand three hundred euro.

Statement

The undersigned notary hereby states that the conditions provided for in Article 26 of the Luxembourg law dated August 10, 1915 as amended from time to time on commercial companies have been observed.

General meeting of shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting which resolves as follows:

1. The following are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 December 2014:

- (a) Mr Philippe HALB, with professional address at 15, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg;
- (b) Mr Claude CHAMBRE, with professional address at 31, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
- (c) Mr Pierre BRUYANT, with professional address at 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. The following is elected as independent auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders.

Ernst & Young, having its registered office in 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office of the Company is set at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

4. In compliance with Article 60 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the general meeting of shareholders authorises the Board to delegate the day-to-day management of the Company as well as the representation of the Company in connection herewith to one or several of its members.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, surname, status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present original deed.

Signé: P. A. DELAGARDELLE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2014 LAC/2014/29786 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur pd. (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102064/883.

(140123498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Den Mobilen Handwierker s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 15, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 184.545.

L'an deux mil quatorze, le vingt-quatre juin,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

ont comparu:

1. Monsieur Kevin URBING, menuisier, né à Luxembourg le 24 juin 1985, demeurant à L-8280 KEHLEN, 41C, rue de Mamer et

2. Monsieur Kai URBING, indépendant, né à Luxembourg le 24 juin 1985, demeurant à L-8280 KEHLEN, 41, rue de Mamer.

Après avoir établi que le comparant sub 1. possède toutes les cent (100) parts de la société à responsabilité limitée DEN MOBILEN HANDWIERKER s.à r.l., dont le siège social se trouve à L-8287 Kehlen, 15, Zone Industrielle, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg sous le numéro B 184.545,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 07 février 2014, publié au Mémorial C numéro 1046 du 24 avril 2014,

et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés,

le comparant s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et a requis le notaire d'acter comme suit les résolutions suivantes:

Associés:

Monsieur Kevin URBING cède et transporte à Monsieur Kai URBING, ici présent et qui accepte, cinquante (50) parts de la société DEN MOBILEN HANDWIERKER s.à r.l.

Suite à cette cession le cédant déclare n'avoir plus aucune revendication quelconque ni contre la société ni contre le cessionnaire qui devient propriétaire des parts cédées avec tous les droits et devoirs y attachés à partir de ce jour.

Le cessionnaire déclare parfaitement connaître le bilan et le compte des pertes et profits de la société et n'avoir aucune revendication de quelque nature contre le cédant.

Les parts représentant le capital de la société sont désormais souscrites comme suit:

Kevin URBING,	50 parts sociales
Kai URBING,	50 parts sociales
TOTAL:	100 parts sociales

Gérance:

Monsieur Kai URBING, préqualifié, est nommé gérant de la société.

La société sera valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Objet social:

L'objet de la société est modifié de sorte que l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet tous travaux de menuiserie et de peinture, incluant notamment les activités d'encadreur, de sculpteur-tourneur sur bois, de peintre-laqueur sur bois, de fabricant-poseur de volets et jalousies, de poseur de systèmes de protection solaire et de poseur-monteur de fenêtres, de portes et de meubles préfabriqués, décorateur

d'intérieur, entrepreneur de pompes funèbres, maquettiste et poseur/monteur/restaurateur d'éléments préfabriqués et de parquets.

Elle a encore pour objet les activités de serrurier de construction, réalisateur de décors de théâtre, de cinéma et de télévision, vitrier-miroitier, constructeur-réparateur de bateaux, entrepreneur de traitement de surfaces métalliques, réparateur de machines domestiques, de jeux et automates, maréchal ferrant, fabricant de panneaux de signalisation et de plaques d'immatriculation, constructeur de fours de production, chaudronnier-constructeur de réservoirs et de pièces en tôles, galvaniseur, affûteur d'outils, forgeron, poseur-monteur de fenêtres, de portes et de meubles préfabriqués.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles et financières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à la développer.»

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et résidence, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute.

Signé: K. URBING, K, URBING, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 6 juin 2014. Relation: CAP/2014/2446. Reçu soixante-quinze euros, 75,-€.

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 2 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102039/61.

(140123232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

IFA Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 152.380.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102234/10.

(140123589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

IFC S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 176.491.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration du 15 juin 2014

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la société du 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg au 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg avec effet au 15 juin 2014.

L'adresse de la société EZD S.à r.l., administrateur, a change:

- ancienne adresse: 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg;

- nouvelle adresse: 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

L'adresse professionnelle de son représentant, Maria Tkachenko a change:

- ancienne adresse: 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg;

- nouvelle adresse: 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

L'adresse professionnelle du Commissaire aux Comptes, Alexander Tkachenko a changé:

- ancienne adresse: 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg;

- nouvelle adresse: 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

Luxembourg, le 14.07.2014.

Référence de publication: 2014102235/19.

(140123243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.
